

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota  
En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito  
Semaine du 19 septembre 2024

## Zoom - Le Pérou arbore désormais le taux directeur le plus faible de la zone LATAM (5,25 %).

La Banque Centrale du Pérou (BCRP) a ramené son taux d'intérêt directeur à 5,25 %, avec une réduction de 0,25 p.p., marquant ainsi la 11<sup>ème</sup> réduction successive depuis le pic de 7,75 % atteint en janvier 2023.

Cette réduction du taux d'intérêt directeur intervient dans le cadre d'un ralentissement de l'inflation sous-jacente (hors alimentation et énergie) ainsi que de l'inflation générale, respectivement à +2,78 % et à +2,03 %. L'inflation péruvienne s'inscrit ainsi dans la fourchette cible (2% ± 1pt%) fixée par la Banque

centrale tout en se positionnant parmi les plus faibles des grandes économies d'Amérique latine, et inférieure à celles des États-Unis, du Japon et de la zone euro. Cette performance a, par ailleurs, permis au pays de présenter les coûts d'emprunt les plus faibles de la zone LATAM.

Enfin, *Julio Velarde*, président de la BCRP, a ajouté que le taux directeur du Pérou pourrait, sous réserve de conditions macroéconomiques favorables, encore diminuer d'un quart de point de pourcentage d'ici fin 2024 pour un meilleur alignement avec le taux de la Réserve Fédérale Etatsunienne, actuellement à 4,75 %.

### LE CHIFFRE A RETENIR

# 5,25 %

Il s'agit du nouveau taux d'intérêt directeur de la BCRP.

# Bolivie

**L'informalité atteint 80,8 %, selon l'OIT.**

Selon un rapport de l'Organisation internationale du travail (OIT), la Bolivie affiche le taux le plus élevé de travail informel en Amérique latine, avec 80,8 % en septembre 2023, comparé à 48 % en moyenne pour la région.

Pour Fernando Romero, président du Collège des Economistes de Tarija, ces estimations révèlent que les femmes sont particulièrement touchées, avec un taux d'informalité de 83 %, contre 78 % pour les hommes. Les experts boliviens considèrent que les données de l'OIT décrivent la réalité de l'emploi en Bolivie, où le secteur formel ne cesse de se réduire au fil des années.

**Un décret suprême vise à développer un service de transit international de gaz naturel argentin vers le Brésil à travers le territoire bolivien.**

Le gouvernement bolivien, par l'adoption d'un nouveau décret suprême, vise à consolider un système intégré de transport de gaz à travers la Bolivie afin de faciliter l'acheminement du gaz naturel argentin vers le marché brésilien mettant à profit les gazoducs existants par lesquels la Bolivie exportait du gaz naturel vers l'Argentine.

L'entreprise publique bolivienne de production et gestion des hydrocarbures (YPFB) sera notamment responsable de la réception, de la programmation, du transport et de la livraison du gaz en transit. D'après les déclarations du ministre des hydrocarbures, Alejandro Gallardo, ces nouvelles opérations permettront de développer de nouvelles opportunités de revenus à la suite de l'arrêt de la vente de gaz bolivien à l'Argentine. A terme, le service devrait être pleinement opérationnel à partir du quatrième trimestre de cette année et permettra d'acheminer jusqu'à 4 millions de mètres cubes par jour de l'Argentine vers le Brésil.

# Colombie

**Regain de croissance économique au mois de juillet : + 3,7 % g.a.**

Selon le département national de statistiques (DANE), l'économie colombienne a enregistré une croissance de 3,68 % g.a. en juillet 2024, principalement portée par les secteurs de l'agriculture et des services.

Les activités primaires, notamment l'agriculture, ont progressé de + 7,5 % g.a., stimulées par un

regain de productivité dans les cultures de café et de bananes ainsi que des exportations accrues<sup>1</sup>. Le secteur des services a lui augmenté de + 3,3 % g.a., avec une contribution notable de l'administration publique (+7,7 % g.a.). Les analystes anticipent une poursuite de la dynamique de croissance, avec une projection par la Banque centrale d'un taux de croissance annuel à 1,8 % pour 2024.

**Le Ministère des Finance mentionne la menace d'un défaut souverain.**

**Le directeur du Crédit Public, José Roberto Acosta, a averti que la Colombie est en danger de se retrouver en situation de « défaut » de paiement, c'est-à-dire de ne pas être capable de respecter ses obligations financières, notamment envers les banques multilatérales.**

Cette situation découle du fait que, bien que le Congrès ait approuvé une augmentation du plafond d'endettement de 17,6 Md USD, la Commission Interparlementaire du Crédit Public n'a pas réussi à atteindre le quorum pour se réunir et approuver les opérations nécessaires. Ainsi, le Directeur du crédit public indiqué avoir proposé aux parlementaires à plusieurs reprises que le gouvernement soit autorisé à émettre des obligations à l'étranger et à contracter des crédits auprès des banques multilatérales pour continuer à rembourser la dette existante. Cependant, l'absence de décision empêche le pays de lever les fonds nécessaires.

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation en g.a.	Ce jour
Bourse (COLCAP)	+0,1 %	+19,1 %	1 318
Change USD/COP	-0,4 %	+6,4 %	4 157,6
Change EUR/COP	-0,4 %	+12,3 %	4 638,7
Prix du baril (Brent, USD)	+0,9 %	-21,1 %	74,52

# Equateur

**Une nouvelle crise énergétique se profile.**

Le gouvernement annonce de nouvelles coupures d'électricité au niveau national à partir du 18 septembre et pendant la semaine du 23 septembre.

Ces nouvelles coupures dureront 8 heures et seront limitées aux horaires nocturnes. L'Equateur, qui produit son électricité de source hydroélectrique à 80 %, connaît une période de sécheresse historique dans les

<sup>1</sup> Au mois de juillet, les exportations de café et de légumineuses & fruits ont augmenté respectivement de 27,6 % et 40,6 % g.a.

bassins qui alimentent les centrales hydroélectriques. Le gouvernement a annoncé, en compensation, la gratuité de la consommation d'électricité jusqu'à 180 Mw par foyer à partir du mois de décembre.

**La Banque Centrale fixe sa nouvelle prévision de croissance de 2024 à 0,9 %.**

**La Banque centrale a revu à la baisse ses prévisions de croissance pour 2024, qui s'établissent désormais à 0,9% (vs. 1% lors de la prévision précédente).**

Malgré cette révision à la baisse, la prévision reste supérieure à celle du FMI qui s'établit à 0,1%. La croissance pour l'année 2025 est estimée à 1,5%. Cette baisse de la croissance en 2024 est imputable à un ralentissement de la consommation des ménages (qui passe de +0,7% à 0,2%) et de l'investissement (qui passe de +1,3% à +0,6%).

## Guyana

**Le FPSO One Guyana, qui doit appuyer la production pétrolière sur le projet pétrolier Yellowtail d'ExxonMobil, a été achevé.**

Construite par *SBM Offshore* (holding pétrolière néerlandaise) sur le chantier de *Seatrium* à Singapour, ce FPSO<sup>2</sup> entrera en service en 2025 et pourra produire jusqu'à 250 000/bpj mais également stocker 2 M de barils de pétrole brut. Ce projet s'inscrit dans une série de six FPSO destinées à exploiter les ressources du bloc *Stabroek*, avec un potentiel de production conjoint supérieur à 1,2/bpj d'ici 2027.

Le FPSO appuiera le projet de développement pétrolier *Yellowtail* d'*ExxonMobil* (major étatsunienne), situé dans le bloc *Stabroek* au large du Guyana.

## Pérou

**Grâce à l'adoption d'un décret suprême, Petroperu recevra 750 M USD du gouvernement.**

**Afin de faire face à la situation financière de l'entreprise publique de carburants Petroperu, l'exécutif a récemment publié un décret d'urgence qui établit des mesures**

**économiques et financières extraordinaires.**

Le décret prévoit notamment que le Ministère de l'Economie et des Finances (MEF) assume une partie des dettes de la compagnie pétrolière avec l'adoption d'une aide économique à hauteur de 750 M USD. De plus, la ligne de crédit de *Petroperu* va être étendue jusqu'à 1 Md USD et différentes mesures d'austérité vont être adoptées, notamment la vente de biens immobiliers et de terrains. Le Décret Suprême fait également mention de la création d'un *Bureau Principal de Transformation* qui prendrait en charge la restructuration de l'entreprise. Ainsi, selon la Chambre de commerce de Lima (CCL), la dette assumée par le gouvernement péruvien en faveur de *Petroperu* représenterait près de 7 % du budget de l'Etat en 2025.

## Suriname

**Staatsolie et PetroChina concluent de nouveaux accords de partage de production pour les blocs offshore 14 et 15.**

**Le 17 septembre, Staatsolie, compagnie pétrolière nationale, a signé des contrats de partage de production avec PetroChina (filiale de China National Petroleum Corporation) pour les blocs offshore 14 et 15<sup>3</sup>, situés dans le bassin Suriname-Guyana, une zone prometteuse en termes de découvertes de pétrole et de gaz.**

Ces accords octroient à *PetroChina* les droits d'exploration et de production, tandis que *Staatsolie*, par l'intermédiaire de sa filiale *Paradise Oil Company*, conserve une participation de 30%. Ce contrat s'inscrit dans la stratégie de la société pétrolière surinamaïse de maximisation du potentiel offshore du pays par le biais de collaborations avec des partenaires internationaux.

## Venezuela

**Accord entre le Venezuela et la Chine de promotion et de protection réciproque des investissements.**

Le 17 septembre, un an après la signature d'un accord-cadre entre les deux pays, l'Assemblée nationale vénézuélienne a

<sup>2</sup> Unité flottante de production, stockage et déchargement

<sup>3</sup> Ces blocs sont bordés par le bloc 52, opéré par TotalEnergie, dans lequel d'importantes découvertes de gaz et de pétrole ont été faites.

approuvé, en première lecture, le projet de loi approuvant l'accord entre le Venezuela et la Chine concernant la promotion et la protection réciproque des investissements.

**Pour rappel, les deux pays ont signé quelques 500 accords en 50 ans de relations.** En 2023, 31 accords ont été signés en matière d'économie, de tourisme, d'agro-technologie, de technologie, d'industrie minière, de télécommunications et dans l'industrie pétrolière. Le Venezuela maintient une dette envers la Chine pour un montant de 15 Md USD.

### **La raffinerie d'Amuay, en panne suite à une coupure de courant.**

**Amuay, dont la capacité de traitement atteint 645 000 barils de pétrole par jour (bpj), soit la plus grande raffinerie du pays, est quasiment hors-service depuis le 12 septembre à la suite d'une panne électrique de son usine de désintégration catalytique (DCAY).** La DCAY est chargée de transformer les hydrocarbures en naphta catalytique pour les mélanges d'essence, ainsi que de produire des distillats, des oléfines et du gaz combustible. Par ailleurs, le réformateur (unité nécessaire pour la production d'essence) de la raffinerie de *Cardon*, dont la capacité de traitement atteint 310 000 bpj, est hors service.

# Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques.

	Population (M)	PIB prix courants (Mds USD)	Croissance du PIB (en % du PIB)		Compte courant (en % du PIB)	Dette publique brute (en % du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
			2023	2024 p.			2022	Variation par rapport à 2021	
	2023	2024 e	2023	2024 p.	2024 p.	2024 p.	2022	Variation par rapport à 2021	Variation en fin de période, 2024 p.
<b>Bolivie</b>	12,1	49,3	2,5	1,6	-5,6	86,6	120	-2	4,8
<b>Colombie</b>	51,9	386,1	0,6	1,1	-3	54,4	91	-3	5,3
<b>Equateur</b>	18	121,6	2,3	0,1	0,9	n.a.	83	+12	1,5
<b>Guyana</b>	0,8	21,2	33	33,9	22,8	31,1	95	+13	3,5
<b>Pérou</b>	34,5	282,4	-0,6	2,5	-1,1	33	87	-3	2,4
<b>Suriname</b>	0,62	4,3	2,1	3	2,1	87,9	124	-25	14,2
<b>Venezuela</b>	29,7	102,3	-0,6	4,5	4,7	n.a.	119	+1	159,9
<b>Argentine</b>	45,6	604,3	-1,6	-2,8	0,9	86,2	48	-1	149,4
<b>Brésil</b>	204	2 331,3	2,9	2,2	-1,3	86,7	89	-2	3,79
<b>Chili</b>	19,6	333,77	0,2	2	-3,9	40,5	44	-2	3
<b>Mexique</b>	127,9	2 017	3,2	2,4	-0,7	55,5	77	+9	3,5

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

[jacques.robin@dgtresor.gouv.fr](mailto:jacques.robin@dgtresor.gouv.fr), [sebastien.ANDRIEUX@dgtresor.gouv.fr](mailto:sebastien.ANDRIEUX@dgtresor.gouv.fr)

Rédaction : Andrés BRAGANZA, Ursula ELEIZALDE, Una LACAZE, Diego MAGUINA, Olympe MAHE.

Abonnez-vous : [jacques.robin@dgtresor.gouv.fr](mailto:jacques.robin@dgtresor.gouv.fr)